Colloque international

Le *développement* revisité. Regards croisés: intergénérationnels, interdisciplinaires et interrégionaux.

Louvain-la-Neuve, 9 et 10 mars 2017

Objectifs et contenu

Fondé en 1961, le centre d'études du développement est un espace de dialogue et de collaboration scientifique entre chercheurs, doctorants et enseignants d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et du monde Arabe. Depuis sa création, ses membres ont travaillé en réseau avec des partenaires universitaires, associatifs et de terrain en Belgique et à l'étranger. Ces échanges ont permis et permettent encore aujourd'hui un enrichissement mutuel de l'enseignement et de la recherche, tout en promouvant un dialogue ouvert avec le monde associatif et les acteurs de terrain. Ce colloque est une nouvelle opportunité de croiser nos regards. Croisement de générations, de disciplines, de régions, d'expériences.

Les chercheurs étant passés par le centre ont mené et mènent encore une analyse critique de la production des discours, théories et paradigmes tournant autour de la notion de développement. Bien entendu, en 56 ans, le regard sur le développement s'est modifié, des certitudes ont été remises en question, de nouveaux points de vue ont surgi, de nombreuses interrogations restent ouvertes. Comment penser – voire repenser – le développement ? Une des spécificités de notre démarche est de mettre l'accent sur l'analyse des dynamiques et des processus, plutôt que sur un résultat ou un objectif spécifiques. Dans cette approche, les acteurs sont centraux et la démarche est participative.

Nous nous interrogerons également sur la place du chercheur et de la chercheure au sein de cette constellation d'acteurs. A quels défis éthiques, relationnels et politiques est-il confronté sur le terrain ? Quelle nécessité – s'il en est une – de transformer nos recherches en instrument d'appui au changement social ? Ou plus généralement, quelle articulation entre construction du savoir, questionnement éthique et changement social ?

Six thèmes, qui ont fait l'objet d'un appel à contributions, se sont démarqués pour constituer l'ancrage de notre réflexion lors de ce colloque : portant notre regard tantôt sur des problématiques particulières, nous invitant tantôt à faire un pas en arrière pour considérer la globalité. Loin de constituer des vases clos, ces thématiques s'entremêlent et se questionnent. Entre autres choses, elles ont en commun la place privilégiée donnée à l'interaction entre dynamiques d'acteurs et processus de changement sociétaux. Ces ateliers seront l'occasion d'échanges entre chercheurs d'horizons différents, acteurs de la société civile, doctorants, étudiants.

1. La question agraire : controverse ancienne et renouvèlement des débats

De manière générale, la question agraire interroge la place de l'agriculture dans le développement. Elle touche plus particulièrement aux dynamiques de pénétration et d'extension des logiques capitalistes dans les relations de production des biens alimentaires. Pendant longtemps le thème a été dominé par des approches fonctionnalistes (libérales et néolibérales) et structuralistes (notamment marxiennes). Toutefois, dans les années récentes on a vu s'affirmer diverses approches centrées sur le rôle des acteurs et actrices dans la question agraire. La paysannerie y trouve une place centrale, à la fois comme cible de stratégies des acteurs dominant l'économie agroindustrielle mondiale (dont les dynamiques récentes d'accaparement des terres ne constituent qu'une facette) et comme porteuse d'initiatives de résistance voire d'innovations axées sur la défense de l'accès aux ressources naturelles et sur la gestion durable de ces dernières. Mais dans les discours activistes comme dans la littérature scientifique, la question de la capitalisation des modes de production et l'intégration de cette paysannerie dans les chaines de valeur globalisées (comme celle des stratégies de résistance) s'inscrit de plus en plus dans le débat sur l'opposition entre un modèle productiviste et industriel, porté par le slogan «la petite paysannerie familiale ne nourrira pas le Monde », et une « voie paysanne», au nom de la sauvegarde de cette même paysannerie et des valeurs qu'elle est supposée incarner. Analyser les trajectoires agraires en les inscrivant dans leur construction territoriale, multidimensionnelle et multi-acteurs permet de sortir des impasses de ce débat et c'est dans ce sens que nous vous invitons à soumettre des propositions de communication.

Coordinateurs : Aymar Nyenyezi et Etienne Verhaegen

2. Pratiques d'économie populaire et solidaire et leur institutionnalisation

L'économie populaire regroupe l'ensemble des pratiques socioéconomiques, souvent informelles, développées par les secteurs populaires. Celles-ci relèvent souvent d'une finalité autre que la finalité lucrative traditionnellement attribuée à l'entreprise, pour viser la sécurisation des cadres de vie de leurs membres et de leur entourage. Ces pratiques, qui tendent à être passées sous silence par les théories traditionnelles du développement, participent, dans différents contextes, à la construction du territoire à travers des dimensions économiques, sociales et politiques. Une partie de ces initiatives, avec le soutien de structures intermédiaires de la société civile (ONG, syndicats, Eglises,...), s'est récemment inscrite dans des processus d'institutionnalisation divers. Elles ont constitué des mouvements sociaux revendiquant une autre économie, identifiée autour du concept d'« économie solidaire », respectueuse de l'être humain et de la nature, rassemblant un ensemble hétérogène de pratiques de production, d'échange, de consommation et de financement. Dans certains pays, cela a mené au développement de politiques publiques à destination de ce champ traditionnellement exclu de l'action publique étatique, menant à des effets variés. Nous vous invitons à soumettre des propositions de communication autour de l'économie populaire et/ou solidaire, de son institutionnalisation (sa nécessité, ses possibles dérives) et de leur contribution à un autre développement.

Coordinateurs : Andreia Lemaître et Ana Mercedes Sarria Icaza

3. Contribution d'une approche genre à la compréhension des dynamiques de changement social

L'analyse de genre s'intéresse à la situation spécifique des femmes et des hommes dans une société donnée –rôles, droits, accès aux ressources naturelles, économiques, éducatives et technologiques – et aux relations de pouvoir existant entre ces deux groupes sociaux comme au sein de chacun d'entre eux. Celle-ci a contribué à une meilleure compréhension des inégalités sociales. Elle a par ailleurs également permis de rendre visible les pratiques et pensées des femmes dans le développement. Ce faisant, l'approche genre et développement s'est ancrée dans le champ des études du développement, devenant incontournable dans l'analyse du changement social qui le constitue. Partant d'études de terrain, l'atelier genre voudrait dès lors dans un premier temps réaliser un état des lieux en se penchant d'une part sur la situation de ces rapports de genre et des processus d'autonomisation des femmes dans les différents contextes et d'autre part, sur la manière dont les concepts de l'approche GED sont repris sur le terrain à la lumière des nouveaux enjeux de développement – changement climatique, agriculture et souveraineté alimentaire, économie solidaire, migrations ou encore, violences sexuelles – . Dans un second temps, en nous basant sur cet état des lieux, nous réfléchirons ensemble aux conditions dans lesquelles ces rapports de pouvoir pour plus de justice sociale peuvent se transformer. Nous vous invitons donc à soumettre des études de terrain et/ou des analyses s'inscrivant dans une approche *genrée* du développement.

Coordinateurs : Sophie Charlier et Grégory Dallemagne

4. Mobilité, processus historiques et nouvelles subjectivités

La mobilité interne et internationale n'a jamais semblé aussi importante que ces dernières années. Elle révèle les disparités et les inégalités économiques, politiques, climatiques et sociales qui divisent les régions et les pays du monde, et donc la fracture qui persiste entre divers centre(s) et périphéries. Nous voyons émerger de nouvelles formes de circulation et de nouveaux arrangements sociaux. Ainsi, nous adressons la mobilité en tant que processus de dépassement des frontières non seulement géographiques, mais aussi symboliques : des frontières sociales, culturelles, ethniques. Dans une perspective de « temps long », cet axe vise à interroger les continuités et les ruptures qui marquent les formes et les itinéraires de mobilité au croisement des différentes échelles d'analyse (locale, régionale et globale) ; mobilité aussi bien humaine que du capital et des marchandises dans un contexte de globalisation néolibérale. Nous nous intéresserons également aux reconfigurations de la vie familiale et sociale en condition de mobilité, aux nouveaux imaginaires migratoires rendus possibles par la généralisation des technologies, aux conséquences des politiques économiques et migratoires sur la subjectivité et les attentes de ceux qui migrent et de ceux qui restent, et à la manière dont ces transformations impactent et redéfinissent le rôle joué par les acteurs et actrices de ces processus. Nous vous invitons donc à soumettre des propositions de communication sur le thème de la mobilité, son évolution dans le temps et son influence sur la construction de nouvelles subjectivités.

Coordinateurs : Carlos Ramirez et Lorena Izaguirre

5. Espaces de pouvoirs et enjeux démocratiques

Le thème général se réfère à l'évolution des pouvoirs politiques, entre autres dans leurs relations avec les intérêts économiques dominants. Dans ce cadre, les questionnements (théoriques et analytiques) pourraient porter sur des tendances diverses. Nous proposons donc ici quelques pistes de réflexion. Dans quelle mesure les Etats et les institutions supranationales peuvent-ils se dégager de l'emprise croissante des forces du marché (soit qu'ils les consolident ou leur apportent des conditions favorables, soit qu'ils s'y soumettent, par ex. dans les Traités de Libre Echange)? Assistons-nous dans le cadre de cette économie globalisée à une nouvelle configuration des rapports internationaux : maintien d'un centre hégémonique, pluri-polarité, pays émergents ? Des volontés de changement et des enjeux démocratiques sont portés par des secteurs (révoltés, marginalisés ou mécontents) de la société civile (printemps arabes, indignés, Tout Autre Chose/Hart boven Hard, etc.), quelles sont la nature et les suites de leurs manifestations ? Dans la caractérisation des crises (politiques et économiques) intervient le manque de confiance envers les systèmes de représentation politique : surdité à l'égard des besoins populaires, perte d'éthique et de légitimité (compromis, corruptions, non gouvernance effective) de la classe politique. Quels facteurs explicatifs ? Quels rapports établir entre l'évolution de l'allégeance citoyenne, l'appartenance aux cadres de l'économie globalisée et les phénomènes identitaires ? En se référant à des expériences (surtout locales) et à des approches théoriques, assistons-nous à une vision rénovée de la démocratie et de la nature de l'Etat, dans ses relations avec la société civile ? Nous vous invitons à soumettre des propositions de communications s'inscrivant dans ce large cadre des espaces de pouvoirs et des enjeux démocratiques.

Coordinateurs : Fréderic Debuyst et Emmanuelle Piccoli

6. Territoires, changements globaux, résistances et nouveaux droits

Certains ajustements dans les relations de pouvoir au niveau global conditionnent les schémas actuels d'accès et d'utilisation/exploitation des ressources naturelles ainsi que l'interaction entre populations, Etat et nature. Face à ces changements, les acteurs et mouvements sociaux s'organisent pour revendiquer de nouveaux droits. Cet atelier focalisera en ce sens les débats sur les problématiques liées à la transformation des territoires urbains et ruraux, l'utilisation des ressources naturelles, l'émergence de nouveaux mécanismes légaux ainsi que les schémas de négociation et de résistance entre acteurs. Il s'agira de montrer en quoi et comment des modes de résistances nourrissent les débats, renforcent les acteurs ou au contraire les affrontent, font évoluer la conception du « développement » et agissent comme levier, capables d'influencer les décisions aux différents niveaux de pouvoir. Ces diverses thématiques seront abordées à partir de plusieurs angles d'analyse. D'une part, il s'agira de discuter les changements apparus dans les demandes des organisations sociales en ce qui concerne les droits de souveraineté sur les ressources naturelles ainsi que de traiter des processus locaux, nationaux et transnationaux de formation de nouveaux droits pour et avec les populations vulnérables. D'autre part, il sera question d'aborder les dynamiques d'acteurs (Etat, société civile, groupes criminels, populations etc.) apparues en réponse aux processus générés à l'intérieur des territoires locaux, nationaux et supranationaux (régionaux et globaux). Nous vous invitons donc à soumettre des propositions de communications sur des sujets articulant le local et le global, inscrivant les acteurs dans un territoire, mettant en exergue des modes de résistance ou l'apparition de nouveaux droits.

Coordinateurs : Céline Delmote et Leslie Jaramillo

Comité Scientifique :

An Ansoms, Juan Ansion, Thierry Amougou, Sophie Charlier, Frederic Debuyst, Deborah Delgado, Florence Degavre, Bernard Duterme, Bichara Kadher, Fréderic Lapeyre, Philipe Lebailly, Andreia Lemaître, Stéphane Leyens,Fabienne Leloup , Pierre-Joseph Laurent, Vincent Legrand, Laura Merla, Séverin Mugangu, Marthe Nyssens, Geoffrey Pleyers, Jean-Philippe Peemans, Emmanuelle Piccoli, Marc Poncelet, Ana Mercedes Sarria Icaza, Vu Dinh Ton, Etienne Verhaegen, Jean-Marie Wautelet, Christine Verschuur, Isabel Yepez del Castillo (coordinatrice scientifique du colloque).

Commission organisatrice :

Sophie Charlier, Céline Delmotte, Philippe Lebaylli, Lorena Izaguirre, Leslie Jaramillo, Christine Grard, Guénaëlle de Meeûs, Aymar Nyenyezi, Emmanuelle Piccoli, Carlos Ramirez, Maria José Ruiz, Mathilde Van Drooghenbroeck

Organisations associées à l'initiative :

CETRI, CNCD, le Monde selon les femmes, FIAN, Justice et Paix, Louvain Coopération et Entraide et Fraternité

Lieu du colloque :

Louvain-la-Neuve, Auditoires Socrate, situés à la Place Cardinal Mercier, 10-12

Modalités pratiques :

Inscription obligatoire en ligne à l'adresse : www.uclouvain.be/774318.html avant le 09 février 2017.